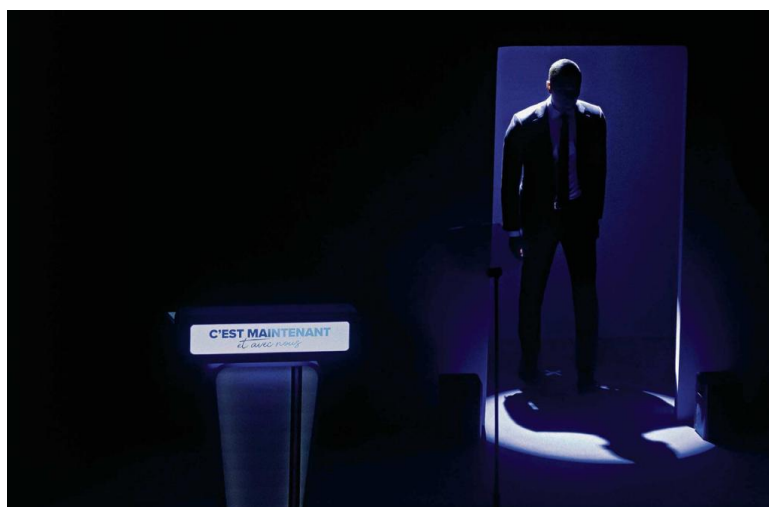


LE FRONT ANTI-CULTURE

RN



Par Olivier Millot

Avec l'élection de Trump et la crise budgétaire, le RN redouble localement ses attaques contre la culture. Au-delà de la seule défense du patrimoine, ses élus tentent d'asphyxier tous les projets qu'ils estiment étrangers à leur idéologie.

« Depuis la dissolution et les contraintes budgétaires, le RN supprime des pans entiers de la culture. »

Bertrand Veau, vice-président culture de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Il y a tout juste un an, le Rassemblement national (RN) était aux portes du pouvoir. Perspective effarante pour un monde de la culture réputé de gauche qui appelle alors à la révolte. Au second tour des législatives, le RN gagne quelques dizaines de députés, mais pas de quoi gouverner le pays. Les artistes peuvent souffler, mais cette victoire a un goût de cendres. Car, même battue dans les urnes, l'extrême droite continue de gagner du terrain. Dans les mois qui suivent, la frustration d'avoir perdu libère un peu plus encore la parole de ses élus et militants, confortés par la victoire de Donald Trump aux États-Unis, permettant à des propos et des idées longtemps jugés inacceptables de s'exprimer. Dernièrement, c'est sur le terrain de l'économie que la menace s'est déplacée. Dans une ultime tentative de convaincre qu'il est prêt à prendre le pouvoir, le RN affirme se rallier à une forme d'orthodoxie budgétaire aux conséquences potentiellement désastreuses pour ses cibles de prédilection. Et la culture en est une.

Le paradoxe de cette histoire est qu'on n'a quasiment pas parlé de culture lors des élections européennes et législatives. Elle a traversé ces deux campagnes comme un fantôme. En apparence, du moins. Car, en réalité, elle imprègne le fond des discours des candidats d'extrême droite. On y exalte la guerre civilisationnelle contre « le wokisme », version moderne du multiculturalisme. On y rêve ouvertement d'en finir avec l'hégémonie culturelle de la gauche. On y développe une rhétorique populiste et anti-élite frappant d'anathème une culture subventionnée jugée militante et excluante, fabriquée par des artistes dépeints comme des privilégiés. Surtout, on y promeut une contre-culture de droite radicale, fondée sur une sacralisation du passé, une relecture identitaire de l'histoire et une essentialisation de la culture française. Il ne s'agit plus simplement de « dénoncer », comme le prônait en son temps l'ancien théoricien culturel du mouvement, Bruno Mégrét, mais de construire un nouvel imaginaire imprégné de ces valeurs avec un objectif : gagner la bataille culturelle pour l'emporter sur le terrain politique. Un mode opératoire vieux comme Antonio Gramsci, philosophe communiste italien qui l'a théorisé il y a un siècle, avant de finir dans les geôles mussoliniennes.

Au lendemain des élections, l'extrême droite ne reste pas longtemps silencieuse. Ses snipers montent au créneau pour vilipender la cérémonie d'ouverture des JO. « Quelle honte ! Aya Nakamura y a pas moyen ! L'ouverture des jeux Olympiques est un saccage pour la culture française », tweete le porte-parole du RN, Julien Odoul, en référence à la prestation de la chanteuse franco-malienne aux côtés de la Garde républicaine. « On cherche désespérément la célébration des valeurs du sport et de la beauté de la France au milieu d'une propagande woke aussi grossière », renchérit Marion Maréchal (ex-Reconquête). Une bouffée de haine balayée par l'engouement populaire pour les JO. À l'automne, lors du débat budgétaire, le RN reste étonnamment discret. Alors qu'il ne retenait pas ses coups contre l'ancienne ministre de la Culture Rima Abdul Malak, il épargne sa successeuse Rachida Dati. Question de style et de positionnement politique ? Rachida Dati a le verbe haut et la verve populiste. Elle défend un projet centré sur l'accès à la culture pour tous, de la ruralité, du patrimoine et d'une critique de moins en moins feutrée de l'audiovisuel public — elle n'hésite pas à vitupérer les journalistes les plus en vue comme Léa Salamé, Patrick Cohen ou Anne-Élisabeth Lemoine. Tout pour plaire au RN, qui n'en demandait pas tant.

À l'Assemblée nationale, l'extrême droite fait preuve de la même retenue à l'égard des questions culturelles. Elle a beau occuper un tiers des sièges de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation, ses interventions restent focalisées sur son fonds de commerce : la défense du patrimoine et les attaques répétées contre l'audiovisuel public, dont elle ne rate jamais l'occasion de demander la privatisation, comme l'a fait encore le 17 juin dernier Julien Odoul, sur son compte Facebook : « Ce soir, France 2 diffuse une émission de propagande, Sommes-nous tous racistes ?, indigne et infantilisante. Traduction : si vous pensez qu'il y a trop d'immigration, le service public va se faire un plaisir de vous rééduquer. Souriez, c'est avec votre argent ! Vivement la privatisation de cet odieux service public ! »

Au niveau local, c'est une tout autre histoire qui se joue. Le RN a depuis longtemps joint l'action à l'invective. Dans tous les exécutifs (conseils régionaux, départementaux, mairies), il mène une bataille culturelle permanente qui dessine en creux la politique qu'il pourrait conduire s'il prenait un jour le pouvoir. Partout ou presque, ses élus exigent des baisses de subvention à toutes les

formes de création contemporaine (théâtre, danse, musique, arts plastiques...), s'attaquent aux spectacles, projets de films et livres jugés engagés ou qui s'emparent de questions de société comme la religion, le genre, le féminisme, l'écologie ou l'immigration ; exercent un chantage à la subvention contre les artistes ou responsables de lieux culturels « coupables » d'une expression publique perçue comme politisée ou contraire à leurs idées. « Leur stratégie est très concertée », explique Valérie Debord, vice-présidente (LR) du conseil régional du Grand Est. « Ils exercent une pression forte sur la culture et ne se cachent pas de vouloir la contrôler. Leur rhétorique est partout la même : à partir du moment où de l'argent public est en jeu, ils veulent encadrer ce que les scènes ou les festivals locaux diffusent et, s'ils n'obtiennent pas gain de cause, baisser ou supprimer les subventions. Nous n'avons jamais cédé, ce serait accepter une limitation de la liberté de création. Notre règle est claire : on finance des scènes, pas des programmations. » Une position qui n'est pas sans conséquence. « Il faut assumer que nos propos soient utilisés et instrumentalisés par leurs hordes de trolls qui se répandent sur les réseaux sociaux pour expliquer que le conseil régional promeut des artistes comme Sniper ou Kalash Criminel qui appellent à la haine des policiers. »

« Le RN a un discours constant depuis des années : il cible systématiquement la création contemporaine et toutes les associations culturelles qui portent un regard jugé militant sur des préoccupations sociétales ou sociales », confirme Gaëlle Le Stradic, vice-présidente (PS) à la culture de la Région Bretagne. « Mais ce qui a changé depuis l'élection de Trump, c'est le ton de leurs interventions. Leurs élus revendiquent plus frontalement de s'opposer à toute forme de culture qui ne véhicule pas leurs valeurs. » « Leurs prises de parole ne laissent plus de place à l'improvisation », observe de son côté le vice-président socialiste du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, Jérôme Durain. « Elles sont conçues et calibrées pour être reprises sur les réseaux sociaux et immédiatement relayées par des comptes souvent anonymes. Elles y sont beaucoup plus partagées, commentées et likées depuis les législatives de juin 2024, comme si leurs militants manifestaient ainsi leur désir de revanche après une défaite qu'ils jugent injuste. » « Le RN se sent les coudées encore plus franches depuis les dernières élections, complète Bertrand Veau, vice-président culture de la Région Bourgogne-Franche-Comté. Longtemps il s'est contenté de refuser de voter des subventions à certains lieux ou à tel projet de film, de spectacle ou d'écriture. Depuis la dissolution et la montée du débat autour des contraintes budgétaires, il globalise et supprime des pans entiers de la culture. » Lors de l'assemblée plénière de mars dernier, dans un amendement intitulé « Stop au gaspillage et rendons leur argent aux Bourguignons et Francs-Comtois », le RN proposait ainsi la suppression de tous les crédits destinés au cinéma, au livre et à la lecture, et une réduction massive de ceux prévus pour la création et la formation musicale ainsi que le spectacle vivant. Objectif affiché du président du groupe RN, Julien Odoul : « Concentrer ses dépenses sur les compétences obligatoires de la Région, flécher les fonds vers les Bourguignons et Francs-Comtois et ainsi réserver l'argent du contribuable pour des projets sûrs et utiles. » Un discours partagé par les élus RN qui, partout en 2025, ont tenté par voie d'amendements de procéder à des coupes claires dans les budgets destinés à la culture. « Nous devons réaliser des économies et aucun secteur ne doit être considéré comme intouchable ! Mettons à plat les subventions au monde culturel pour cesser de financer des manifestations scandaleuses », tweetait en décembre dernier le conseiller régional RN de Nouvelle-Aquitaine Damien Obrador. Avant de rendre hommage à Christelle Morançais : « La

Région n'est pas un guichet à subventions. Inspirons-nous de l'audace de la présidente[Horizons, ndlr]des Pays de la Loire, qui réalise 100 millions d'euros d'économies sur la culture. » Un tweet volontairement mensonger qui faisait passer la totalité de la coupe dans le budget de la Région pour celle de la seule ligne « culture, sport, vie associative et tourisme », amputée de 20 millions (— 59 %).

Ce nouveau positionnement du RN, où s'additionnent contraintes budgétaires et idéologie, témoigne de sa volonté de présenter un visage économique plus crédible pour prétendre à diriger le pays. Une quête de respectabilité financière qui l'a conduit à dévoiler à l'automne 2024 un contre-budget dans lequel il proposait 13,7 milliards d'euros d'économies de plus que celles proposées par le gouvernement Barnier. Passé assez inaperçu, ce document dit pourtant beaucoup de l'endroit où le RN entend placer la culture : à terre. Sous l'intitulé « responsabiliser les acteurs culturels » (sic), il prévoit des coupes tous azimuts : baisse des dépenses de fonctionnement des opéras et des théâtres, du soutien au spectacle vivant et aux arts visuels, de l'aide à l'emploi des artistes et à la recherche culturelle. Ce n'est pas tout : d'importants opérateurs de l'État comme le Centre national du cinéma et de l'image animée ou le Centre national de la musique verraient leur budget ponctionné ; les subventions aux associations seraient réduites. Seuls le patrimoine et les musées seraient préservés. L'auteur de ce contre-budget, Jean-Philippe Tanguy, président délégué du groupe Rassemblement national à l'Assemblée, assume en bloc « la fin des subventions à des acteurs culturels qui doivent gagner en autonomie financière. La subvention doit devenir l'exception et plus la norme ! »¹ Au moins, les choses sont claires.

« Jusqu'au début des années 2020, la nécessité d'une politique publique de la culture financée conjointement par l'État et les collectivités locales faisait l'objet d'un consensus politique droite-gauche », rappelle la socio-historienne Marjorie Glas. « Le RN n'en a jamais été partie prenante mais avait intégré l'illégitimité de sa position et ne l'assumait pas publiquement. Ce n'est plus le cas. En quelques années, le champ politique a réinvesti la question culturelle de façon beaucoup plus clivante. Elle fait désormais l'objet d'une telle polarisation que le consensus a explosé. » L'extrême droite est parvenue à faire de la culture un enjeu idéologique capable de structurer un nouveau clivage. Elle a rendu son discours acceptable par la fraction la plus conservatrice de la droite, de Laurent Wauquiez à Christelle Morançais, qui l'a rejointe dans sa détestation du « wokisme », sa critique d'une culture subventionnée et sa prétention à incarner le goût du public contre les élites. « La petite musique qui affirme que le monde de la culture et des artistes est déconnecté du peuple n'est plus l'apanage du RN », reconnaît Margaux Rouchet ², conseillère régionale (gauche républicaine et écologiste) des Hauts-de-France. « Nous avons perdu la bataille culturelle sur ce point. » Plus préoc cupant encore, la vision de l'extrême droite trouve un écho grandissant dans le public grâce à une propagande efficace menée sur les réseaux sociaux et dans les médias, notamment ceux du groupe Bolloré. Jamais le rapport de force entre un secteur culturel économiquement affaibli par les coupes budgétaires et un RN aux portes du pouvoir n'a autant été à l'avantage du second. Il reste deux ans pour inverser le cours de l'histoire. C'est peu

¹Les Échos du 16 octobre.

2 Lors de la table ronde « L'influence de l'extrémisme sur la culture », le 13 juin 2025 à Amiens.